

Dialogues Talanoa en Afrique

Promouvoir l'action coordonnée
entre les acteurs nationaux,
infranationaux et internationaux

Les dialogues Talanoa multiniveaux et multisectoriels sont essentiels pour
accroître l'ambition des Contributions Déterminées au niveau National



La Convention des Maires pour l'Afrique subsaharienne est financée par l'Union européenne. FRACTAL est financé par le DFID et le NERC. Les opinions exprimées dans ce document ne peuvent en aucun cas être interprétées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne, du DFID, de la NERC, de Sida et / ou de SwedBio.

Les communautés urbaines sont actuellement responsables de 70% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

Les villes figurent parmi les zones les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique. Cette réalité signifie que les communautés urbaines sont au cœur du défi pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux. Les villes ont été mises à l'honneur pour leurs engagements ambitieux en faveur de la lutte contre le changement climatique et ont inspiré un mouvement d'action climatique ascendante ("bottom-up") à travers le monde. En tant que précurseurs de l'action pour le climat, les gouvernements infranationaux représentent des moteurs essentiels de la mise en œuvre ambitieuse des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs). Les gouvernements nationaux ont un rôle capital à jouer en tant que coordinateurs de l'action menée par les gouvernements infranationaux, la

société civile, le secteur privé et autres acteurs non étatiques. Les recherches menées par l'ONU-Habitat ont révélé que les deux tiers des CDNs traitent de la dimension urbaine dans leurs priorités et ambitions nationales de réduction des émissions¹. Compte tenu de l'ampleur des défis auxquels sont confrontés en particulier les pays africains, les gouvernements nationaux doivent tirer parti des connaissances et des capacités disponibles à tous les niveaux de gouvernement et au-delà. Les Dialogues Talanoa des Villes et Régions ont pris la forme d'une série de consultations sur le climat initiée en 2018, et constituent une approche novatrice visant à faciliter les discussions et les échanges de connaissances entre les différents niveaux de gouvernements et les différents secteurs.

Que sont les Dialogues Talanoa?

Le concept du dialogue Talanoa a été introduit dans les négociations internationales lors de la 23ème Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques ou COP23, tenue en 2017. Ce fut la première fois que, lors d'une Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), les gouvernements nationaux (Parties) s'assirent à la même table que des acteurs dits non-Parties dans un cadre officiel. Les Dialogues Talanoa des Villes et Régions ont été lancés par ICLEI lors du 9ème Forum Urbain Mondial avec, comme partenaires privilégiés, la Convention Mondiale des Maires pour le Climat et l'Énergie (GCoM) et l'ONU-Habitat. Depuis lors, des dialogues Talanoa ont été organisés dans le monde entier afin de faire le point sur les actions en cours dans le cadre de la mise en œuvre des CDNs. Ces dialogues informels et inclusifs utilisent le récit pour permettre aux parties prenantes de rendre compte ouvertement

des progrès. Les dialogues sont conçus pour aider les acteurs à relever leurs ambitions et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le Climat. Le terme Talanoa, lui-même, fait référence à un modèle de dialogue pratiqué dans les pays insulaires du Pacifique qui favorise l'ouverture et l'inclusion. La philosophie du dialogue consiste à réunir les parties prenantes pour discuter des défis transversaux dans un espace propice à une communication participative et transparente.

*** LES PARTIES À LA CCNUCC SONT DES ÉTATS-NATIONS, INCLUANT TOUS LES ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES ET UNE UNION SUPRANATIONALE, L'UNION EUROPÉENNE. LES ACTEURS NON ÉTATIQUES, TELS QUE LES GOUVERNEMENTS INFRANATIONAUX OU LES ACTEURS PRIVÉS, NE SONT PAS CONSIDÉRÉS COMME DES PARTIES À LA CCNUCC. CERTAINS ÉTATS, ONGS ET OIGS, TELLES QUE ICLEI, ONT LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE LA CONVENTION.**

Les Dialogues Talanoa des Villes et Régions sont conçus pour enclencher un processus de collaboration impliquant tous les niveaux de gouvernement afin de dresser un bilan, configurer et renforcer les CDN.

Chaque niveau de gouvernement et acteur dans le système de gouvernance, qu'il s'agisse de grandes entreprises ou d'organisations de communautés locales, a un rôle unique et vital à jouer pour assurer un avenir résilient au changement climatique. Les dialogues Talanoa des Villes et Régions offrent l'occasion de concevoir, conjointement sur plusieurs niveaux, la mise en œuvre des CDN avec les gouvernements et les acteurs aussi bien nationaux qu'infranationaux.

JUSQU'EN OCTOBRE 2018, ICLEI ET SES PARTENAIRES ONT ORGANISÉ 45 DIALOGUES TALANOA DANS 31 PAYS, DONT HUIT ORGANISÉS PAR ICLEI AFRIQUE DANS SEPT PAYS AFRICAINS.

Ces dialogues ont rassemblé plusieurs niveaux de gouvernement, de multiples secteurs et des acteurs non étatiques afin de partager leurs actions pour renforcer la mise en œuvre ambitieuse des CDN. Les Dialogues Talanoa Villes et Régions sont élaborés à l'aune de trois questions qui visent à fournir un espace d'engagement et de réflexion à la fois structuré et inclusif:

1 Où en sommes-nous?

Les participants ont passé en revue les actions et engagements nationaux et infranationaux. Ils ont également examiné si le développement urbain durable était suffisamment pris en compte dans la politique climatique nationale, notamment la CDN.

2 Vers où voulons-nous aller?

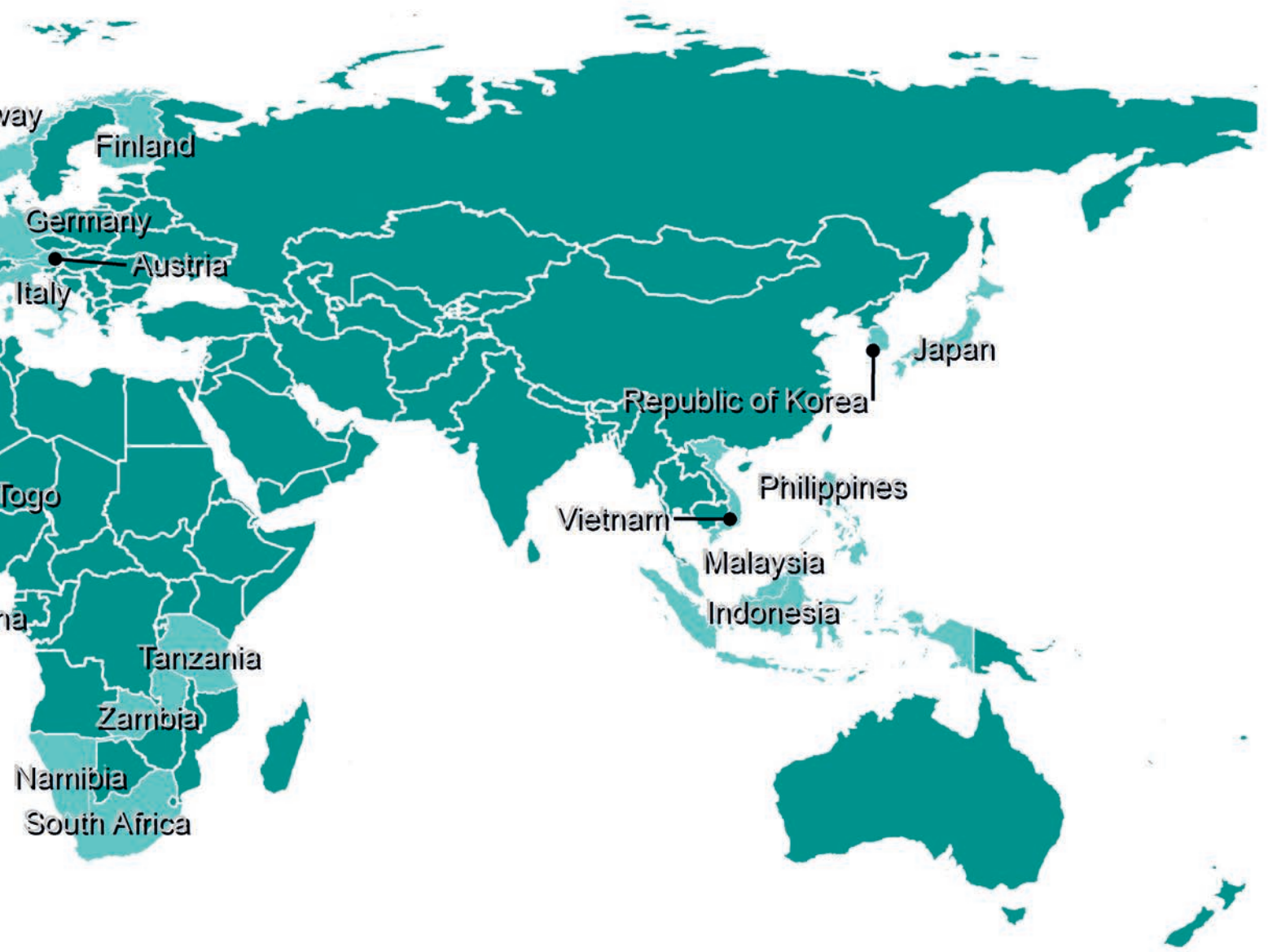
Au cours des dialogues, les participants ont identifié des liens possibles entre l'action pour le climat, les Objectifs de Développement Durable et la politique nationale de développement urbain. Ils ont examiné les moyens de renforcer les CDN en intégrant les engagements et les actions des gouvernements infranationaux, ainsi que la manière dont la collaboration et la coordination intersectorielles pourraient soutenir la mise en œuvre des CDN. Ils ont également encouragé la participation des banques de développement, des organisations de jeunesse, des universités, des investisseurs privés, des agences de développement et entreprises, ainsi que des organisations internationales et associations de réseaux.

3 Comment pouvons-nous y arriver?

Les participants ont analysé la manière dont les gouvernements nationaux et infranationaux pourraient travailler ensemble avec les acteurs non étatiques pour mobiliser des ressources techniques, financières et stratégiques afin de réaliser et d'approfondir les CDN. Ils ont examiné des modèles potentiels de collaboration à différents niveaux et fonctions du gouvernement, par le biais de structures et mécanismes institutionnels nouveaux ou existants.



Carte des pays dans lesquels se sont tenus des dialogues Talanoa des Villes et Régions, jusqu'au 29 octobre 2018.
Carte produite par ICLEI Afrique.





TALANOA DIALOGUE

FOR CLIMATE AMBITION

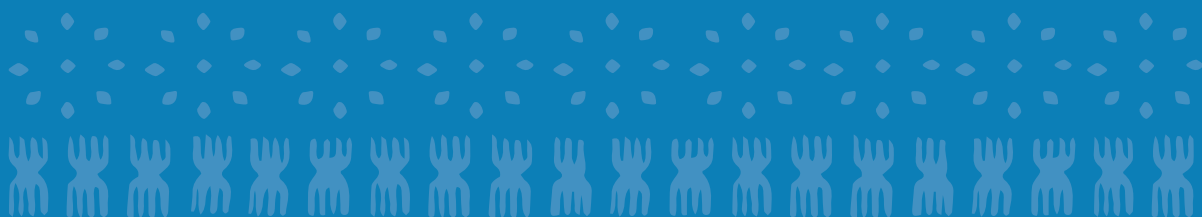


Les participants se sont réunis à Windhoek (Namibie) pour discuter de la manière dont ils pourraient collectivement élever leurs ambitions climatiques, incluant des représentants du Comité National Namibien sur le Changement Climatique (NCCC), les Ministères nationaux de l'Environnement, du Tourisme, des Pêches et des Ressources Marines, la Banque de Développement de Namibie, le Conseil national de la Jeunesse, la ville de Windhoek, parmi d'autres.

Il est essentiel de veiller à ce que les processus internationaux ainsi que la terminologie soient adaptés aux contextes locaux pour permettre aux discussions mondiales sur le climat d'inclure les différentes régions et niveaux de gouvernance.

La philosophie du Dialogue Talanoa a trouvé un bel écho auprès de nombreux participants dans le contexte africain. Certains participants ont souligné que ce même concept est connu sous différentes appellations selon les endroits.

À Windhoek (Namibie), un représentant du Conseil National de la Jeunesse a déclaré que le terme local de *oxungt* était utilisé pour décrire de tels processus. Dans l'ensemble, les dialogues ont mis en exergue l'intérêt d'un engagement à plusieurs niveaux dans l'élaboration, la mise en œuvre et les comptes rendus des CDNs. **Il existe un large consensus pour affirmer qu'un engagement régulier entre les gouvernements nationaux et infranationaux est essentiel à la mise en œuvre efficace et ambitieuse des CDNs.**



Cinq leçons tirées des dialogues Talanoa africains

LEÇON 1 Coordination des Comptes Rendus (“reporting”)

Les gouvernements infranationaux mènent déjà des actions climatiques ambitieuses. Les engagements entre les gouvernements nationaux et infranationaux permettent de rendre compte de ces actions et de les communiquer pour en étendre les bénéfices.

Les participants de tous les secteurs ont tenu à ce que leurs succès soient considérés comme une contribution à la réalisation de la CDN de leur pays. Les discussions ont mis en évidence l'importance de disposer d'un mécanisme de suivi et de compte rendu efficace et accessible permettant à tous les acteurs de pouvoir partager à la fois leurs défis et leurs réalisations avec les gouvernements nationaux ainsi que l'ensemble des acteurs internationaux du climat.

Quelques exemples d'actions climatiques locales décrites lors des dialogues Talanoa des Villes et Régions organisés par ICLEI Afrique:

- La ville de Tsévié au Togo élabore un **Plan d'Action en faveur de l'Énergie Durable et du Climat (PAEDC)** dans le cadre de son statut de ville pilote de la **Convention des Maires pour l'Afrique subsaharienne (CoM SSA)**, l'un des bras régionaux de la **Convention Mondiale des Maires pour le Climat et l'Énergie**. Le gouvernement national a été fier d'entendre parler des efforts entrepris par Tsévié. Après le dialogue, l'Agence Togolaise d'Électrification Rurale et des Énergies Renouvelables (AT2ER)

s'est engagée à collaborer avec Tsévié et d'autres villes à la planification de leur action, conjointement avec les Ministères de l'Environnement, de l'Énergie et des Finances. Le Togo est en train de développer son **système de Suivi, de Compte Rendu et de Vérification**, et ICLEI cherche des opportunités pour soutenir le gouvernement togolais à tous les niveaux dans la coordination de l'action climatique.

- Au Ghana, l'Agence de Développement Ga Mashie, en partenariat avec l'Assemblée Métropolitaine d'Accra, la Franchise Waste Company et les résidents, s'attaque aux problèmes de pollution et de chômage grâce à des **initiatives de gestion durable des déchets solides**. Les initiatives ont formé 92 jeunes à divers fonctions, notamment l'utilisation de tricycles pour la collecte des déchets, la création d'un centre de rachat de plastique et une nouvelle entreprise de traitement des déchets électroniques axée sur les téléphones portables. L'initiative comprend une usine de recyclage des déchets gérée conjointement avec l'entreprise privée de gestion des déchets, Jekora Ventures Ltd.



Les participants se sont réunis à Lomé, au Togo, dans le cadre du dialogue Talanoa des Villes et Régions pour faire le point sur la mise en œuvre de la CDN et relever leur ambition climatique.

LEÇON 2 Accès aux Financements

Avec des moyens supplémentaires et des formations ciblées, les projets locaux sélectionnés pourraient être étendus et développés en projets viables, en mesure d'attirer des financements internationaux.

Pour maximiser l'accès aux financements, tous les niveaux de gouvernement, le secteur privé et la société civile doivent se mobiliser pour mettre en commun leur expertise en stratégie de levée de fonds, leurs réseaux, leur expertise technique ainsi que leurs expériences. Les gouvernements nationaux et les organisations internationales peuvent soutenir cette démarche, particulièrement dans les cas de consolidation d'opportunités d'investissement au niveau local et de mise en lien avec les bailleurs de fonds correspondants. Dans certains cas, les gouvernements nationaux peuvent aider les gouvernements infranationaux ou les services publics à émettre collectivement des obligations pour financer de nouvelles infrastructures. Cette approche mutualisée signifie qu'un prêteur potentiel réduit largement le risque financier en cas d'échec de l'un de ses projets, réduisant ainsi le coût du capital².

Les gouvernements nationaux peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la mobilisation de fonds pour les gouvernements infranationaux en établissant une législation appropriée et en renforçant la capacité des autorités municipales dans l'utilisation des options de financement disponibles. Les gouvernements nationaux sont les mieux placés pour définir les mandats et les responsabilités des différents niveaux de gouvernement. Dans ce contexte, les Politiques Urbaines Nationales peuvent donner

des indications claires sur les agences locales qui sont en capacité d'utiliser certains mécanismes de financement, ce qui permet d'accroître la confiance des investisseurs.

Quelques exemples, issus des **dialogues Talanoa des Villes et Régions**, sur la manière dont les gouvernements nationaux et infranationaux peuvent travailler ensemble pour obtenir des financements supplémentaires:

- Au cours du dialogue, des participants ghanéens ont été informés des opportunités liées au **Green Climate Fund (GCF)** via une unité chargée des ressources naturelles et du changement climatique rattachée au Ministère des Finances. Ces opportunités visent particulièrement les projets au niveau local.
- Les participants de Lusaka et Windhoek ont suggéré que l'amélioration des mécanismes de réforme financière pourrait aider les administrations locales à augmenter le budget pour la mise en œuvre de la CDN.
- A Monrovia (Libéria), les participants ont souligné la demande des gouvernements infranationaux pour développer, conjointement avec l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement, des propositions de financement permettant de consolider les initiatives existantes et créer une initiative commune dans plusieurs villes.

Une initiative menée par ICLEI sur la finance

Le programme **Transformative Actions Program (TAP)** est une initiative innovante qui vise à catalyser et à améliorer les flux de capitaux vers les villes et les régions, et renforcer la capacité des gouvernements infranationaux à accéder aux fonds pour le climat et à attirer des investissements.

TAP | Transformative
Actions
Program

Pour en savoir plus: <http://tap-potential.org>



22 participants se sont réunis à Lusaka pour discuter de la manière dont ils pourraient collectivement relever les ambitions climatiques. Les participants représentaient la Mairie de Lusaka, le Conseil National de l'Approvisionnement en Eau et Assainissement, la Société des Eaux et des Égouts de Lusaka, le Ministère de la Planification du Développement National, le Devolution Trust Fund et l'Université de Zambie.

LEÇON 3 Appropriation Locale

Avec la création d'espaces dédiés aux interactions entre les acteurs des gouvernements infranationaux et nationaux, les gouvernements infranationaux peuvent alors précisément aligner leurs actions avec les objectifs nationaux, créant ainsi une dynamique ascendante à partir de la base.

L'inclusion des gouvernements infranationaux dans le développement et la mise en œuvre des CDN peut susciter l'adhésion et l'appropriation locale. Le fait de s'approprier les projets au niveau local garantit que, lorsque les gouvernements nationaux initient une action locale pour le climat, les gouvernements infranationaux peuvent soutenir pleinement ces efforts tout en contribuant à leur

succès grâce aux compétences et aux connaissances locales.

“ CE DIALOGUE NOUS A DONNÉ UNE PLATEFORME POUR INTERAGIR DIRECTEMENT AVEC LES MINISTÈRES. C'EST LA PREMIÈRE ÉTAPE AVANT D'ÉTABLIR UN MÉCANISME DE COMMUNICATION RÉGULIER ET EFFICACE.”

– Bruno Loglo, Maire de Tsévié

LEÇON 4 Identifier les Manques de Capacité

La coordination et la communication, à la fois horizontale entre les gouvernements infranationaux et verticale avec le gouvernement national, peuvent aider les acteurs de différents niveaux et différents secteurs à élaborer un réseau et identifier les forces et faiblesses des capacités techniques dans la mise en œuvre de la CDN.

- Les participants à Johannesburg et à Windhoek ont suggéré que les villes puissent avoir chacune une équipe transversale sur le changement climatique, qui collaborerait avec les gouvernements nationaux et les organisations internationales. Cette équipe serait en mesure de communiquer avec le personnel municipal compétent et pourrait veiller à ce que chaque ville ait **au moins un coordinateur désigné assurant la liaison de la ville avec le gouvernement national et les organisations internationales.**
- À Lomé, au Togo, les parties prenantes ont discuté de la possibilité de développer des **centres de formation régionaux pour les secteurs et technologies durables** tels que les produits solaires et les normes environnementales.
- Les participants à Johannesburg, en Afrique du Sud, ont suggéré que le **programme National Treasury's Cities Support en Afrique du Sud**, qui aide principalement les grandes villes sud-africaines, puisse être adapté aux problèmes de changement climatique auxquels sont confrontées les villes secondaires en forte croissance.

LEÇON 5 Échanges entre Villes

Un riche échange de connaissances se produit lorsque les villes se rencontrent pour discuter des obstacles et des atouts à la mise en œuvre de l'action climatique. De tels engagements non seulement contribuent à la mise en œuvre de la CDN de manière plus inclusive et transparente, mais permet également d'éviter de répéter des erreurs similaires et de mieux exploiter les bonnes pratiques.

Les associations de gouvernements locaux et les réseaux de villes, en particulier, sont des plateformes essentielles pour l'engagement des gouvernements infranationaux. Il est donc crucial de s'assurer que ces associations et réseaux disposent de ressources suffisantes pour remplir cette fonction importante.

La population africaine, qui atteint 1,1 milliard (en 2016), devrait doubler d'ici à 2050, et plus de 80% de cette augmentation aura lieu dans les villes³. Les villes secondaires reçoivent souvent moins d'attention et de ressources que les grandes villes, alors qu'elles connaîtront une croissance sans précédent et pourraient jouer un rôle essentiel dans l'interconnexion des économies rurales et urbaines tout en générant une croissance inclusive⁴.

- À **Monrovia**, les participants ont sollicité davantage d'échanges entre villes pour soutenir le développement de projets innovants.
- Après les dialogues Talanoa à Lomé, le **Maire de Tsévié** a accepté de partager avec d'autres villes le travail d'expertise de sa ville concernant l'élaboration du Plan d'Action en faveur de l'Énergie Durable et du Climat (PAEDC).

“NOUS AVONS BESOIN DE PLUS DE DIALOGUES COMME CELUI-CI AFIN QUE, EN TANT QUE VILLES, NOUS PUISSIONS APPRENDRE LES UNES DES AUTRES ET INTERAGIR DIRECTEMENT AVEC LE GOUVERNEMENT NATIONAL SUR LA MANIÈRE DONT NOUS POUVONS METTRE EN ŒUVRE SES POLITIQUES.”

– DIRECTEUR DU CONSEIL MUNICIPAL D'ARUSHA



Participants au dialogue Talanoa des Villes et Régions tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud.



Participants au dialogue Talanoa des Villes et Régions à Monrovia, au Libéria.

Le rôle de ICLEI dans la promotion et la facilitation des dialogues Talanoa Villes et Régions

ICLEI, en tant qu'association basée sur un réseau, est particulièrement bien placée pour faciliter le dialogue et la coordination, d'une part, entre les gouvernements infranationaux et national, d'autre part, entre le gouvernement et les autres secteurs et parties prenantes. Depuis 1990, ICLEI agit en tant que plateforme d'échange de connaissances, ce qui donne lieu à d'importantes discussions sur les villes et le développement durable.

Les Dialogues Talanoa des Villes et Régions, organisés par ICLEI Afrique et ses partenaires, ont été réalisés via les projets et bailleurs de fonds suivants:

- **START International, Inc. (START)**, qui offre des opportunités de formation, de recherche et de mise en réseau afin de renforcer les compétences scientifiques et promouvoir un leadership nécessaire pour progresser sur la voie du développement durable.
- Le projet **FRACTAL (Future Résilience pour les Villes et Territoires Africains)**, financé conjointement par le Département britannique du Développement International (DFID) et le Conseil de la Recherche sur l'Environnement Naturel (NERC), qui vise à approfondir la compréhension du contexte décisionnel et faire progresser les connaissances scientifiques nécessaires pour contribuer au développement résilient au climat dans neuf villes d'Afrique australe.

- La **Convention des Maires pour l'Afrique subsaharienne (CoM SSA)**, financée par l'Union européenne, qui vise à aider les villes à planifier l'accès à une énergie fiable, abordable et durable, tout en s'adaptant aux effets du changement climatique.
- Le projet **Urban-LEDS II (Stratégies de Développement Urbain à Faible Émission)**, financé par l'Union européenne, qui vise à aider les villes dans le monde à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à améliorer leur résilience face au changement climatique.
- Le projet **UNA Rivers (Atouts Naturels Urbains: Des Rivières pour la Vie)**, financé par l'Agence suédoise de Coopération pour le Développement International (Sida) par le biais de SwedBio au Stockholm Resilience Centre, qui vise à intégrer des solutions basées sur la nature dans la planification territoriale pour accroître la résilience.

Les dialogues ont généré de nouvelles compréhensions, créé un nouvel élan et facilité le partage d'informations entre les participants, ce qui a engendré un engagement des villes et institutions nationales à communiquer et à coordonner leurs activités en cours et à venir. Il y a une demande unanime pour la poursuite des dialogues et les participants ont souligné les bénéfices inhérents aux Dialogues Talanoa.

Les participants ont demandé à ICLEI de les aider à organiser d'autres dialogues et à élargir le nombre de participants dans le futur. Au-delà des dialogues Talanoa, l'expérience confirme la nécessité d'un engagement accru avec les villes, en particulier les villes secondaires, à travers différentes plateformes de développement et de mise en œuvre des CDN.

ICLEI S'EST ENGAGÉ À COLLABORER AVEC LES VILLES ET LES VILLAGES, DE TOUT TYPE ET DE TOUTE TAILLE, ET ENTREtenir LES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET LES ASSOCIATIONS DE GOUVERNEMENTS LOCAUX.

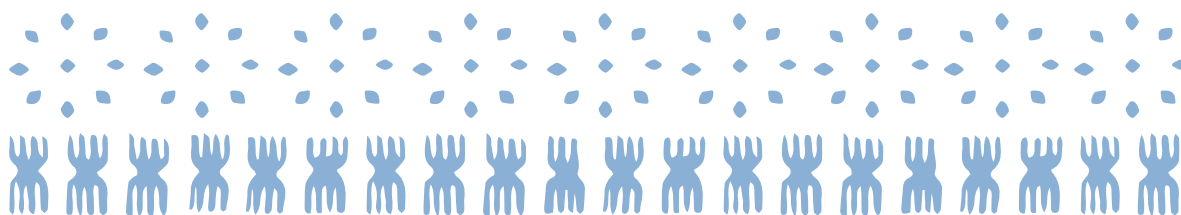


Carte montrant les pays et villes en Afrique où ont eu lieu les dialogues Talanoa des Villes et Régions organisés par ICLEI Afrique et ses partenaires. Carte produite par ICLEI Afrique.

L'essence participative des Dialogues Talanoa fournit un espace aux gouvernements nationaux et infranationaux, ainsi qu'aux acteurs multisectoriels, pour qu'ils s'engagent activement et définissent leurs rôles spécifiques. Les retours des Dialogues Talanoa, tenus jusqu'à présent, ont souligné leur capacité non seulement à fournir à ces acteurs un espace alternatif de promotion des actions locales, mais également de montrer

aux gouvernements nationaux la valeur que ces différents acteurs peuvent apporter au suivi et à la mise en œuvre de la CDN.

IL EST IMPORTANT DE CONTINUER À TENIR DES DIALOGUES DANS DIVERS ESPACES ET SOUS DES FORMES VARIÉES À TRAVERS LE MONDE POUR AVANCER ENSEMBLE PAS À PAS VERS LA CONCLUSION DE L'ACCORD DE PARIS.



Covenant of Mayors
in Sub-Saharan Africa

LA CONVENTION DES MAIRES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (COM SSA)

vis à aider les villes à planifier l'accès à une énergie fiable, abordable et durable, tout en s'adaptant aux effets du changement climatique.



START

offre des opportunités de formation, de recherche et de mise en réseau afin de renforcer les compétences scientifiques et promouvoir un leadership nécessaire pour progresser sur la voie du développement durable.



FUTURE RÉSILIENCE POUR LES VILLES ET TERRITOIRES AFRICAINS (FRACTAL)

vis à approfondir la compréhension du contexte décisionnel et faire progresser les connaissances scientifiques nécessaires pour contribuer au développement résilient au climat dans neuf villes d'Afrique australe. En collaboration avec un large éventail de parties prenantes, les chercheurs travaillent à la coproduction de connaissances pertinentes qui soutiendront les voies de développement résilient et permettront aux décideurs de mieux intégrer les connaissances climatiques dans leurs décisions en matière de gestion des ressources et de planification du développement urbain.



RÉFÉRENCES

1. GIZ, ICLEI and UN-Habitat. 2018. *Talanoa and Beyond: Raising Ambition with Cities and Regions*. Joint Policy Briefing Note. Accessible sur: <https://unhabitat.org/talanoa-and-beyond-raising-ambition-with-cities-and-regions/>
2. Cartwright, A., Palmer, I., Taylor, A., Pieterse, E., Parnell, S., Colenbrander, S. 2018. *Developing Prosperous and Inclusive Cities in Africa - National Urban Policies to the Rescue?* Coalition for Urban Transitions. London and Washington, DC. Accessible sur: <http://newclimateeconomy.net/content/cities-working-papers>.
3. Muggah, R and Hill, K. 2018. *African cities will double in population by 2050. Here are 4 ways to make sure they thrive*. World Economic Forum. Accessible sur: <https://www.weforum.org/agenda/2018/06/Africa-urbanization-cities-double-population-2050-4%20ways-thrive/> [01 Novembre 2018]
4. Siba, E. 2018. *Can secondary cities bridge urban and rural economies in Africa?* Brookings. Accessible sur: <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2018/06/21/can-secondary-cities-bridge-urban-and-rural-economies-in-africa/> [01 Novembre 2018]

SOURCES UTILES

- Les Dialogues Talanoa des Villes et Régions: <http://www.cities-and-regions.org/talanoa> pour plus d'informations, dont une liste complète des partenaires participants et des évènements.
- Transformative Actions Program: <http://tap-potential.org>
- Urban-LEDS (Stratégies de Développement Urbain à Faible Émission): <http://urbanleds.iclei.org>
- Convention des Maires pour l'Afrique subsaharienne (CoM SSA): www.comssa.org
- START: <https://start.org>
- FRACTAL: <http://www.fractal.org.za>
- ICLEI: <https://www.iclei.org>
- ICLEI Afrique: <http://africa.iclei.org>







CITIES & REGIONS TALANOA DIALOGUES

#Cities4Talanoa #Regions4Talanoa

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

Les Dialogues Talanoa des Villes et Régions sont facilités par:



Avec les partenaires spéciaux:



En collaboration avec:



United Nations
Climate Change Secretariat



COP23 | FIJI
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
BONN 2017



Pour citer cette publication: ICLEI Afrique. 2018. Dialogues Talanoa en Afrique: Promouvoir l'action coordonnée entre les acteurs nationaux, infranationaux et internationaux. ICLEI Africa.

EN SAVOIR PLUS

Contactez ICLEI Afrique à ICLEI-Africa@iclei.org et visitez <http://www.africa.iclei.org/> pour plus d'informations.

Pour les Dialogues Talanoa, contactez ICLEI à talanoa@iclei.org et visitez <http://www.cities-and-regions.org/talanoa/> pour plus d'informations, incluant une liste complète des partenaires participants et des événements.